



ECOSCOPE

Vague 10 - Octobre 2015

“opinionway

15 place de la République 75003 Paris



axys
CONSULTANTS
L'ambition d'aller plus loin

LE FIGARO

**BFM
BUSINESS**

Frédéric Micheau

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

Tel : 01 78 94 90 00

fmicheau@opinion-way.com

<http://www.opinion-way.com>

“ LA MÉTHODOLOGIE

“opinionway



La méthodologie



Echantillon de **977 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
L'échantillon a été constitué selon la **méthode des quotas**, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.



L'échantillon a été interrogé par **questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI** (Computer Assisted Web Interview).



Les interviews ont été réalisées les **14 et 15 octobre 2015**.



OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.



Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 2 à 3 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :

« **Sondage OpinionWay pour Axyx Consultants – Le Figaro – BFM Business** »

et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.



Le profil des répondants

Population française âgée de 18 ans et plus

Source : INSEE, Bilan démographique 2014.



Sexe	%
Hommes	48%
Femmes	52%



Age	%
18-24 ans	11%
25-34 ans	16%
35-49 ans	27%
50-64 ans	25%
65 ans et plus	21%



Région	%
Ile-de-France	18%
Nord ouest	23%
Nord est	23%
Sud ouest	11%
Sud est	25%



Activité professionnelle	%
Agriculteurs	1%
Catégories socioprofessionnelles supérieures	27%
Artisans / Commerçants / Chefs d'entreprise	3%
Professions libérales / Cadres	9%
Professions intermédiaires	15%
Catégories populaires	32%
Employés	18%
Ouvriers	14%
Inactifs	40%
Retraités	27%
Autres inactifs	13%



Taille d'agglomération	%
Une commune rurale	23%
De 2000 à 19 999 habitants	17%
De 20 000 à 99 999 habitants	14%
100 000 habitants et plus	30%
Agglomération parisienne	16%



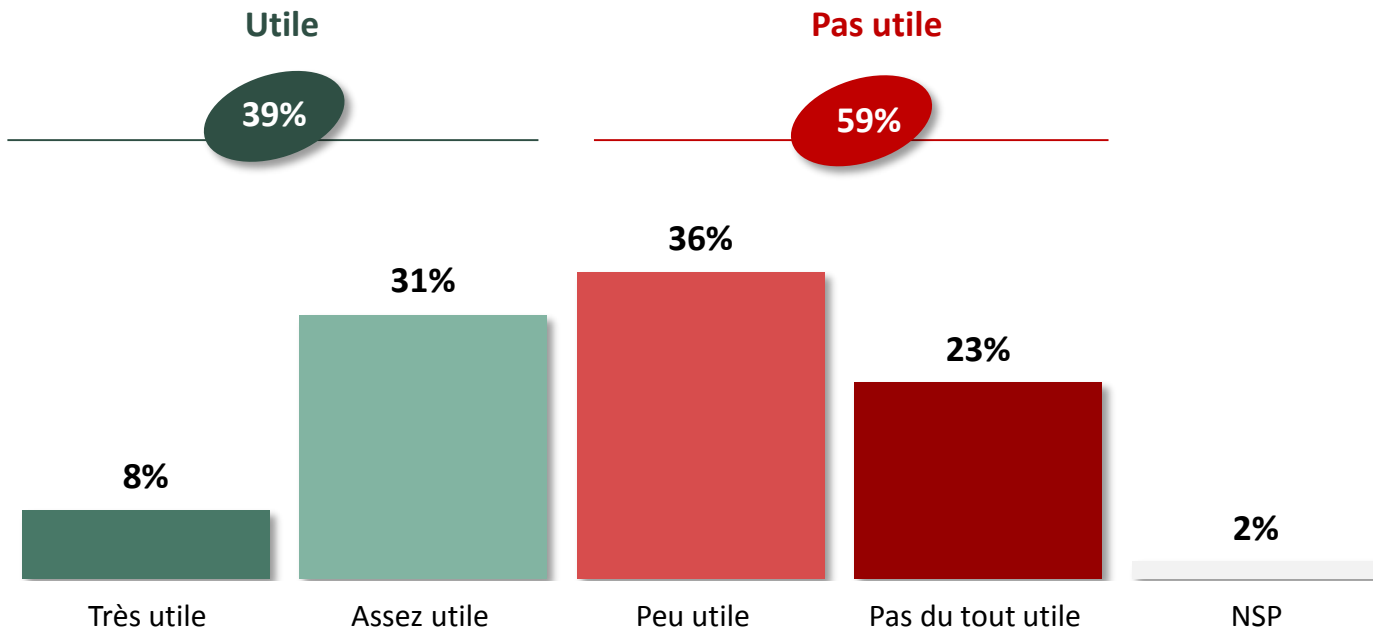
LES RESULTATS



L'utilité des conférences sociales organisées entre les partenaires sociaux et l'exécutif



Q. Le gouvernement organise le lundi 19 octobre la quatrième conférence sociale du quinquennat. Diriez-vous que ce type de réunions entre les partenaires sociaux (syndicats d'employeurs et de salariés) autour du Président de la République et des principaux ministres est utile ou pas utile ?





L'utilité des conférences sociales organisées entre les partenaires sociaux et l'exécutif



Q. Le gouvernement organise le lundi 19 octobre la quatrième conférence sociale du quinquennat. Diriez-vous que ce type de réunions entre les partenaires sociaux (syndicats d'employeurs et de salariés) autour du Président de la République et des principaux ministres est utile ou pas utile ?

	%Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
Sous-total Utile	39%	37%	40%	50%	43%	36%	33%	41%	39%	42%	39%
Très utile	8%	9%	6%	4%	6%	7%	6%	13%	7%	7%	9%
Assez utile	31%	28%	34%	46%	37%	29%	27%	28%	32%	35%	30%
Sous-total Pas utile	59%	61%	58%	47%	53%	62%	67%	58%	60%	56%	61%
Peu utile	36%	33%	39%	32%	40%	34%	41%	33%	31%	38%	37%
Pas du tout utile	23%	28%	19%	15%	13%	28%	26%	25%	29%	18%	24%



L'utilité des conférences sociales organisées entre les partenaires sociaux et l'exécutif

Q. Le gouvernement organise le lundi 19 octobre la quatrième conférence sociale du quinquennat. Diriez-vous que ce type de réunions entre les partenaires sociaux (syndicats d'employeurs et de salariés) autour du Président de la République et des principaux ministres est utile ou pas utile ?

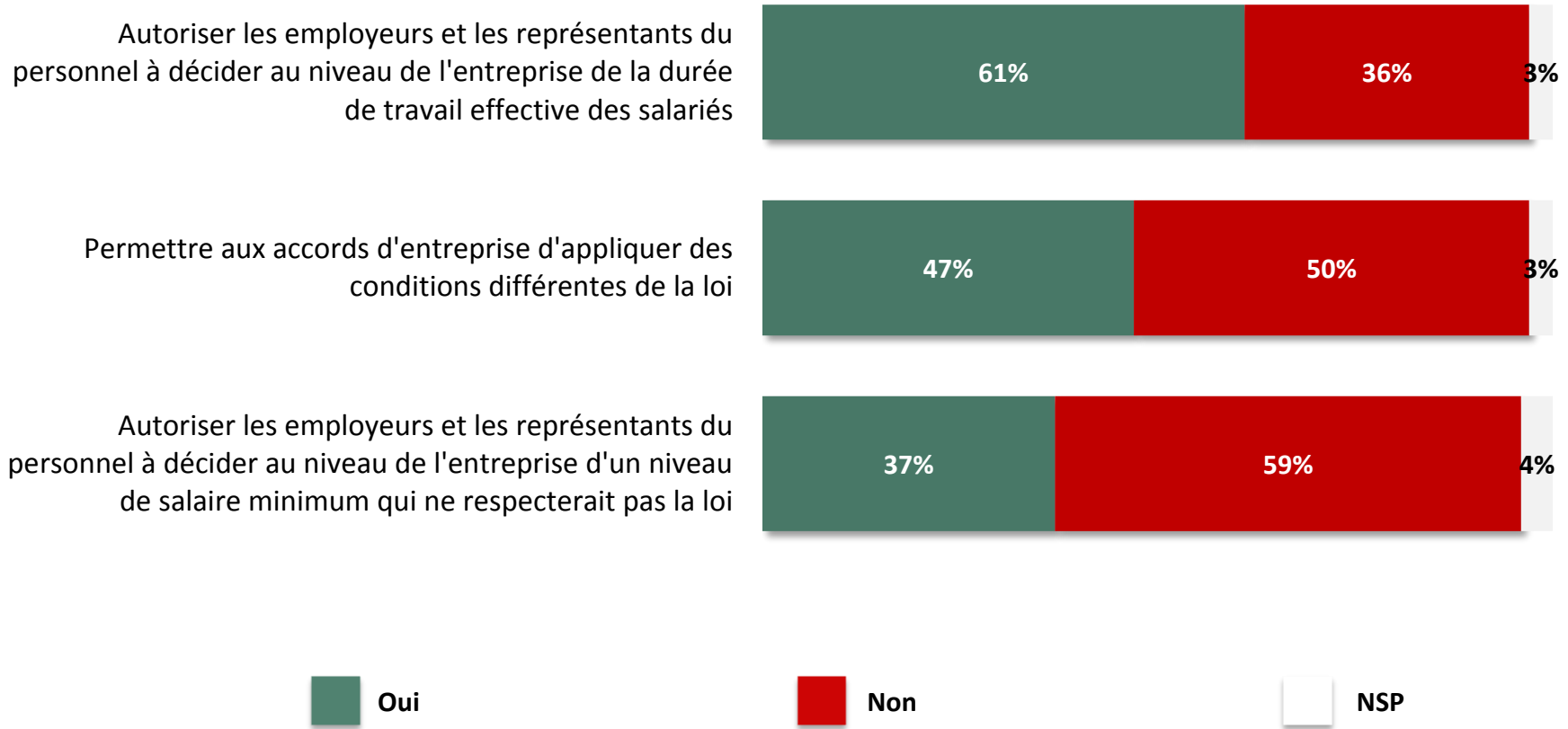


	%Total	Statut						Proximité partisane					
		A son compte	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité	Gauche radicale	PS	MoDem	Les Républicains	FN	Sans préférence partisane
Sous-total Utile	39%	44%	39%	30%	42%	37%	36%	51%	66%	50%	27%	27%	32%
Très utile	8%	17%	6%	8%	4%	6%	9%	8%	21%	6%	5%	7%	3%
Assez utile	31%	27%	33%	22%	38%	31%	27%	43%	45%	44%	22%	20%	29%
Sous-total Pas utile	59%	56%	59%	68%	55%	59%	63%	48%	34%	48%	72%	70%	65%
Peu utile	36%	24%	36%	43%	33%	44%	37%	30%	27%	36%	39%	36%	39%
Pas du tout utile	23%	32%	23%	25%	22%	15%	26%	18%	7%	12%	33%	34%	26%



Les évolutions à apporter au Code du travail

Q. Le gouvernement prépare un projet de loi pour la fin de l'année pour réformer le code du travail et le rendre plus lisible. Selon vous, ce texte devrait-il... :





Les évolutions à apporter au Code du travail

Q. Le gouvernement prépare un projet de loi pour la fin de l'année pour réformer le code du travail et le rendre plus lisible. Selon vous, ce texte devrait-il... :



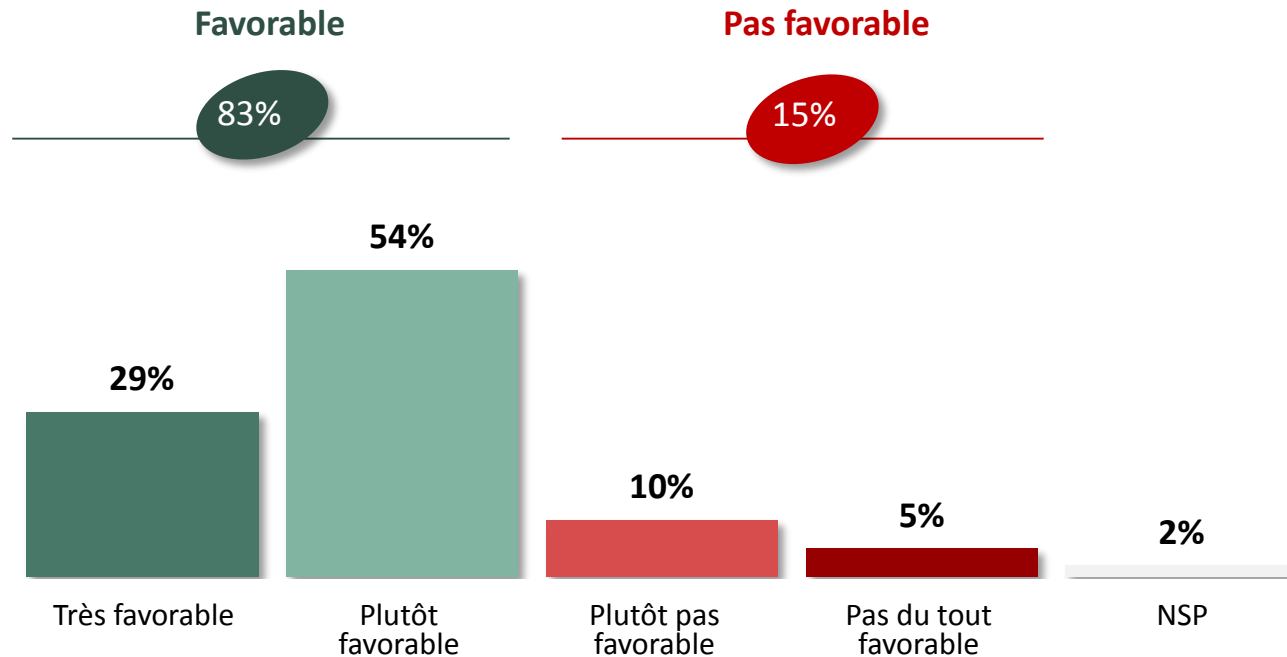
	%Oui	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
Autoriser les employeurs et les représentants du personnel à décider au niveau de l'entreprise de la durée de travail effective des salariés	61%	64%	59%	57%	48%	54%	71%	73%	55%	56%	71%
Permettre aux accords d'entreprise d'appliquer des conditions différentes de la loi	47%	50%	45%	38%	43%	43%	55%	52%	46%	45%	52%
Autoriser les employeurs et les représentants du personnel à décider au niveau de l'entreprise d'un niveau de salaire minimum qui ne respecterait pas la loi	37%	43%	32%	27%	31%	34%	47%	39%	35%	36%	39%

	%Oui	Statut						Proximité partisane					
		A son compte	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité	Gauche radicale	PS	MoDem	Les Républicains	FN	Sans préférence partisane
Autoriser les employeurs et les représentants du personnel à décider au niveau de l'entreprise de la durée de travail effective des salariés	61%	71%	54%	54%	54%	56%	76%	30%	62%	70%	74%	62%	59%
Permettre aux accords d'entreprise d'appliquer des conditions différentes de la loi	47%	64%	43%	34%	46%	40%	55%	26%	42%	61%	66%	50%	42%
Autoriser les employeurs et les représentants du personnel à décider au niveau de l'entreprise d'un niveau de salaire minimum qui ne respecterait pas la loi	37%	43%	36%	31%	38%	36%	41%	23%	28%	39%	51%	50%	36%



L'autorisation des référendums d'entreprise en cas de blocage dans les négociations internes

Q. Vous personnellement, êtes-vous favorable à l'autorisation des référendums d'entreprise pour que les salariés décident lorsque les négociations entre leur employeur et les syndicats sont bloquées ?





L'autorisation des référendums d'entreprise en cas de blocage dans les négociations internes

Q. Vous personnellement, êtes-vous favorable à l'autorisation des référendums d'entreprise pour que les salariés décident lorsque les négociations entre leur employeur et les syndicats sont bloquées ?



	%Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
Sous-total Favorable	83%	83%	82%	80%	83%	80%	86%	83%	82%	81%	84%
Très favorable	29%	33%	25%	18%	27%	23%	34%	37%	31%	23%	33%
Plutôt favorable	54%	50%	57%	62%	56%	57%	52%	46%	51%	58%	51%
Sous-total Pas favorable	15%	15%	16%	18%	14%	18%	13%	15%	16%	17%	15%
Plutôt pas favorable	10%	9%	12%	13%	12%	11%	7%	11%	10%	12%	10%
Pas du tout favorable	5%	6%	4%	5%	2%	7%	6%	4%	6%	5%	5%



L'autorisation des référendums d'entreprise en cas de blocage dans les négociations internes

Q. Vous personnellement, êtes-vous favorable à l'autorisation des référendums d'entreprise pour que les salariés décident lorsque les négociations entre leur employeur et les syndicats sont bloquées ?

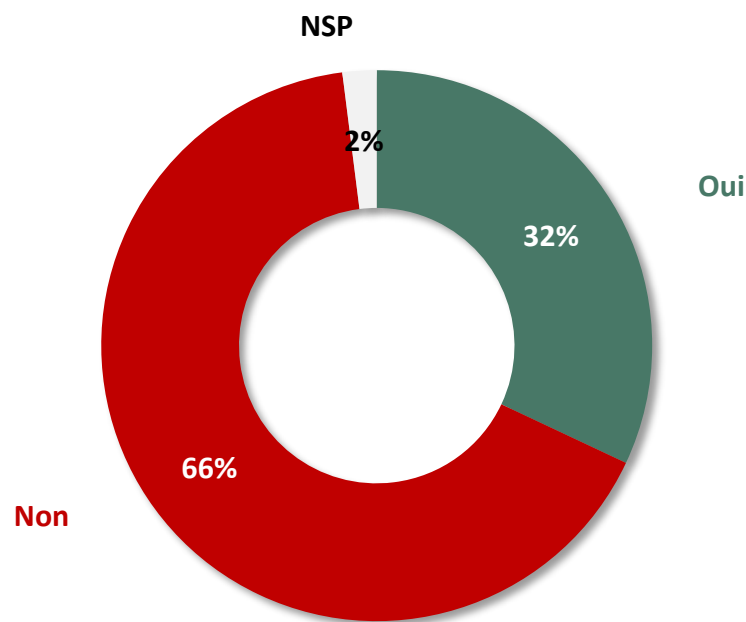


	%Total	Statut						Proximité partisane					
		A son compte	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité	Gauche radicale	PS	MoDem	Les Républicains	FN	Sans préférence partisane
Sous-total Favorable	83%	86%	82%	80%	83%	77%	86%	69%	80%	87%	85%	85%	84%
Très favorable	29%	41%	26%	27%	25%	18%	36%	17%	24%	37%	34%	38%	23%
Plutôt favorable	54%	45%	56%	53%	58%	59%	50%	52%	56%	50%	51%	47%	61%
Sous-total Pas favorable	15%	14%	16%	20%	14%	17%	13%	28%	20%	13%	14%	14%	13%
Plutôt pas favorable	10%	14%	10%	11%	10%	9%	9%	15%	15%	12%	12%	11%	8%
Pas du tout favorable	5%	-	6%	9%	4%	8%	4%	13%	5%	1%	2%	3%	5%



La rétroactivité des accords collectifs signés en négociation sur les contrats existants

Q. Selon vous, les termes d'un accord collectif, conclu avec les partenaires sociaux ou validé par un référendum interne, doivent-ils s'appliquer aux contrats de travail existants, ce qui entraînerait le licenciement des salariés les refusant ?





La rétroactivité des accords collectifs signés en négociation sur les contrats existants

Q. Selon vous, les termes d'un accord collectif, conclu avec les partenaires sociaux ou validé par un référendum interne, doivent-ils s'appliquer aux contrats de travail existants, ce qui entraînerait le licenciement des salariés les refusant ?



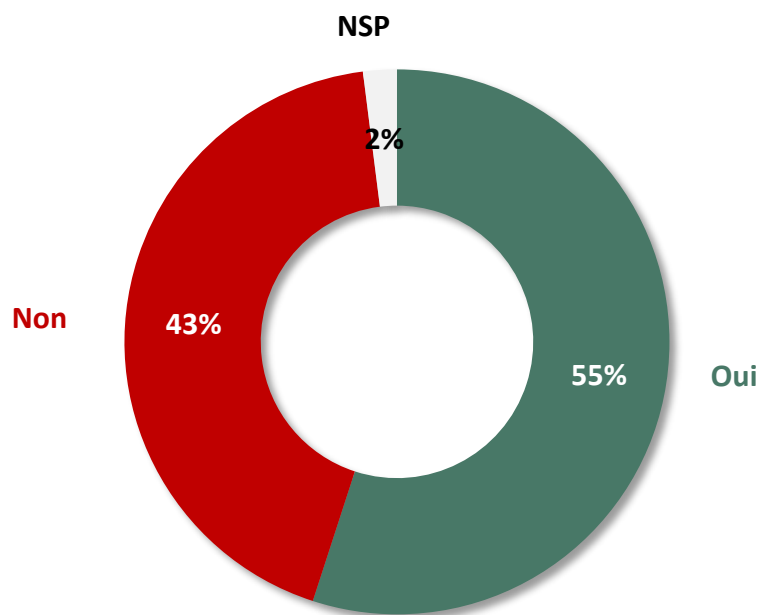
	%Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
Oui	32%	36%	28%	30%	31%	27%	32%	39%	37%	25%	36%
Non	66%	62%	69%	68%	65%	70%	67%	59%	62%	72%	62%

	%Total	Statut						Proximité partisane					
		A son compte	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité	Gauche radicale	PS	MoDem	Les Républicains	FN	Sans préférence partisane
Oui	32%	44%	28%	24%	30%	23%	37%	9%	30%	36%	47%	31%	27%
Non	66%	54%	70%	75%	67%	70%	61%	91%	69%	64%	52%	68%	68%



L'intervention du gouvernement dans la gestion du régime d'assurance chômage

Q. Le régime d'assurance-chômage, qui est géré par les partenaires sociaux, est actuellement largement déficitaire. Selon vous, le gouvernement doit-il en reprendre directement la gestion ?





L'intervention du gouvernement dans la gestion du régime d'assurance chômage

Q. Le régime d'assurance-chômage, qui est géré par les partenaires sociaux, est actuellement largement déficitaire. Selon vous, le gouvernement doit-il en reprendre directement la gestion ?



	%Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
Oui	55%	60%	50%	55%	60%	56%	58%	44%	55%	60%	49%
Non	43%	38%	48%	43%	36%	42%	41%	54%	43%	38%	49%

	%Total	Statut						Proximité partisane					
		A son compte	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité	Gauche radicale	PS	MoDem	Les Républicains	FN	Sans préférence partisane
Oui	55%	45%	59%	56%	60%	61%	47%	56%	60%	66%	41%	60%	53%
Non	43%	53%	39%	44%	37%	32%	51%	44%	39%	34%	56%	37%	43%



LA SYNTHÈSE



Ecoscope – Les Français et le dialogue social

- Face à un dialogue social que 92% des Français estiment en *panne**, **le pessimisme s'impose quant à l'utilité des conférences sociales comme celles du 19 octobre, réunissant les partenaires sociaux et l'exécutif. 59% des Français estiment qu'à l'heure actuelle, ce type de rencontre n'est pas utile**, 20% d'entre eux jugeant même qu'elles ne sont *pas du tout utiles*.

Les Français les plus jeunes, âgés de 18 à 24 ans, ne donnent pas leur voix à ce pessimisme en affichant pour la moitié leur foi dans l'utilité de ces rendez-vous sociaux (50% les estiment utiles, contre 39% de l'ensemble). Affichent la plus grande confiance dans l'utilité de ces rencontres les sympathisants du PS (66%, contre 27% des sympathisants des Républicains et du Front National).

- En réponse à cette situation, **les Français se prononcent pour une large majorité en faveur d'une évolution des conditions du dialogue social, visant à le fluidifier. 83% souhaitent l'autorisation des référendums** d'entreprise pour laisser la voix aux salariés, lorsque les négociations entre leur employeur et les syndicats sont bloquées.

Si l'unanimité se fait sur cette mesure, on constate cependant une plus grande méfiance de la part des Français dont le foyer dispose des revenus les plus faibles, moins de 1000€ par mois (71% *favorables*, contre 84% parmi les dont les revenus du foyer sont supérieurs à 2 000 € par mois) et des sympathisants de la gauche radicale (69% *favorables*).



Ecoscope – Les Français et le dialogue social

- Dans un contexte où la crise a fortement attenté au sentiment de sécurité de l'emploi et des revenus, **une part non négligeable des Français se montre disposée à des modifications en profondeur du Code du travail (réforme prévue par le gouvernement à l'hiver 2015).**
- L'insatisfaction quant aux 35 heures est tangible, quand 61% des Français considèrent que le futur texte devrait pouvoir autoriser les employeurs et représentants du travail à décider au niveau de l'entreprise la durée de travail effective des salariés. 47% se disent prêts à permettre des accords d'entreprise qui appliqueraient des conditions différentes de la loi actuelle, et 36% à permettre à autoriser les employeurs et représentants du personnel à décider au niveau de l'entreprise d'un niveau de salaire minimum qui ne respecte pas la loi. Pour toutes ces mesures, les employés, les retraités et les sympathisants de droite se montrent parmi les plus favorables, quand les ouvriers, marqués par les mouvements sociaux et fermetures d'usines des dernières années, se montrent les moins favorables.
- Si elles sont loin de faire l'unanimité, l'acceptation de ces différentes options témoigne d'une crise profonde du travail. 32% des Français estiment que les accords collectifs signés au sein de l'entreprise par les employeurs et représentants, suppléant à la loi, doivent s'appliquer aux contrats existants dans l'entreprise, entraînant le licenciement éventuels des salariés le refusant. A cette idée, les employés et ouvriers, se montrent moins convaincus que l'ensemble des Français (26% et 24%).
- Si les Français ne se montrent dans l'ensemble pas favorables à l'idée de voir disparaître un Code du travail commun, ils sont cependant ouverts à l'idée d'un changement dans la gestion du régime d'assurance-chômage. **55% d'entre eux envisagent que le gouvernement en reprenne aujourd'hui cette charge, en lieu et place des partenaires sociaux.**



LE REGARD D'AXYS CONSULTANTS



L'œil de Marc SAILLY

Président Directeur Général, Axys Consultants

- **Des Français indécis sur le principe de la primauté du code du travail**

La principale proposition du rapport Combrexelle (du nom de l'ancien Directeur du Travail qui a planché sur la réforme du Code du Travail) porte sur la primauté des accords d'entreprises ou de branches sur la loi. Selon l'Ecoscope Axys Consultants réalisé avec Le Figaro et BFM Business par Opinonway, les Français sont très partagés sur ce principe. Ils le sont moins lorsqu'il s'agit de le décliner sur des dispositions concrètes du Code du Travail : un oui significatif sur le sujet du temps de travail et donc l'assouplissement des 35 heures ; mais un non ferme sur la question de la rémunération minimum, véritable ligne rouge à ne pas franchir pour les Français, qui refusent ainsi les dérives et abus connus en Allemagne avant l'arrivée de leur SMIC en début d'année. Ils rejoignent sur ce point le Président de la République qui avait déclaré le SMIC « intouchable » à la sortie du rapport.

La souplesse pour chaque entreprise (salariés et patrons) ou branche de choisir les règles du travail qui doivent s'appliquer n'est pas encore totalement ancrée dans les esprits, mais il s'agit certainement de la voie à suivre pour être en phase avec la réalité économique de chaque entreprise et secteur.

- **Le référendum d'entreprise, une réponse aux difficultés du dialogue social classique**

Et si la réponse au blocage du dialogue social se trouvait dans l'organisation de référendums au sein des entreprises ? Les Français le pensent, puisqu'ils plébiscitent le référendum d'entreprise à plus de 83%. C'est dans l'air du temps, de telles initiatives ayant été prises chez Séphora sur l'ouverture en soirée du magasin des Champs Elysées, et dans une usine Smart de Moselle pour le retour aux 39 heures. Dans les deux cas, les salariés ont répondu majoritairement en faveur des mesures qui favorisent l'emploi. Encore faut-il que les syndicats acceptent cette forme d'accord social qui risque de les marginaliser encore plus et de questionner sur leur utilité. Pour l'instant l'heure est plutôt à l'opposition.

En revanche, le référendum ne doit pas être punitif ni se faire sous la contrainte. Il faut proposer un cadre protecteur pour les salariés qui refuseraient les propositions de la direction. C'est ce que pensent 63% des Français interrogés.



L'œil de Marc SAILLY

Président Directeur Général, Axys Consultants

- **De la grande messe sociale au simple rendez-vous thématique**

La position très réservée des Français sur l'utilité de la quatrième conférence sociale, que 58% d'entre eux jugent « pas utile », ne fait que traduire les difficultés croissantes subies par les trois éditions précédentes. Une illustration de cette défiance grandissante peut également se lire dans le format restreint donné à cette 4ème édition : le terme « grande » n'est plus accolé à « conférence sociale », celle-ci se passe sur une unique journée et les thèmes des tables rondes sont volontairement aseptisés en terme d'avancée sociale (Transition énergétique et nouvelle France industrielle). Ce chiffre de 58% de Français qui jugent la conférence sociale inutile n'est-il pas la conséquence de la défiance généralisée vis-à-vis de syndicats, de moins en moins représentatifs et peu enclins aux compromis ?

axys
CONSULTANTS
L'ambition d'aller plus loin

Axys Consultants est une société de conseil en Management et compte aujourd'hui plus de 150 consultants. Depuis 25 ans, les équipes d'Axys Consultants accompagnent les grandes entreprises dans leurs projets de transformations : du pilotage de la performance à l'amélioration continue de leur processus financiers, achats, ressources humaines, marketing et système d'information.

Axys Consultants a clôturé l'exercice 2014 sur un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros.



“opinionway

15 place de la République 75003 Paris

*« Permettre à nos clients de comprendre de manière simple et rapide leur environnement actuel et futur,
pour mieux décider aujourd’hui, agir demain et imaginer après-demain. »*